

**No. 43753**

—  
**France  
and  
Luxembourg**

**Convention between the Government of the French Republic and the Government of the Grand Duchy of Luxembourg on the building of infrastructure related to the Belval-West site (with annexed plans). Esch-Belval, 6 May 2004 and Metz, 6 May 2004**

**Entry into force:** *1 June 2005 by notification, in accordance with article 9*

**Authentic texts:** *French*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *France, 2 April 2007*

—  
**France  
et  
Luxembourg**

**Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relative à la réalisation d'infrastructures liées au site de Belval-Ouest (avec plans annexés). Esch-Belval, 6 mai 2004 et Metz, 6 mai 2004**

**Entrée en vigueur :** *1er juin 2005 par notification, conformément à l'article 9*

**Textes authentiques :** *français*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *France, 2 avril 2007*

[ FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS ]

CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE  
LUXEMBOURG RELATIVE À LA RÉALISATION D'INFRASTRUCTU-  
RES LIÉES AU SITE DE BELVAL-OUEST

Le Gouvernement de la République française, d'une part, et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, d'autre part, ci-après dénommés les Parties,

Vu la Convention Cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg instituant la coopération relative au développement transfrontalier lié au projet Esch-Belval, en date du 6 mai 2004,

Sont convenus de ce qui suit :

*Article 1er. Objet*

1. Dans le cadre de la Convention Cadre signée le 6 mai 2004 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg visée ci-dessus, en son titre II, la présente Convention a pour objet de préciser les modalités de réalisation et de financement des projets transfrontaliers d'infrastructures menés dans le bassin de l'Alzette versant français dans le cadre du projet Esch-Belval.

2. Compte tenu de leurs projets sur les sites concernés, les Parties sont conscientes de l'intérêt que revêtira une mise en adéquation de leur emprise territoriale, limitée aux besoins du projet (cf. annexe). Dès lors, elles conviennent d'initier en temps opportun un échange de territoire, m<sup>2</sup> pour m<sup>2</sup>, au moyen des procédures internes qui leur sont propres.

*Article 2. Description des ouvrages*

Entre Russange et Esch-sur-Alzette seront réalisées les opérations suivantes :

- Déplacement du CR 168 luxembourgeois en partie sur le territoire français dans le cadre de la réalisation de la nouvelle gare de Belval-Usines,

- Construction d'un parking de dissuasion et de ses annexes, ci-après dénommés « P+R », sur le ban de la commune de Russange,

- Construction d'une route assurant la desserte de Belval à partir de l'A 30 française et de l'A 4 luxembourgeoise ainsi que de l'agglomération du bassin de l'Alzette, le présent accord portant plus particulièrement sur la construction d'un giratoire ainsi que de ses branches assurant notamment les fonctions suivantes (cf. annexe) :

- liaison CR 168
- liaison P+R
- liaison Belval-Ouest, accès sud
- liaison au parc d'activité français

- liaison avec le tunnel de raccordement de l'A4 luxembourgeoise

Dans une deuxième phase, les fonctionnalités d'une liaison plus directe à l'A30 française et d'un contournement Belval-Oberkorn seront étudiées.

### *Article 3. Déplacement du CR 168*

1. Le Gouvernement luxembourgeois, maître d'ouvrage de l'opération de déplacement du CR 168, réalisera, exploitera et entretiendra cette voirie y compris sur le territoire français. Il assumera l'intégralité des coûts financiers liés à cette opération tant pour la construction que pour l'exploitation et l'entretien. Tous les dommages susceptibles d'être causés sur ces trois volets seront de sa responsabilité.

2. Pour ce qui est de la partie de l'opération située sur le territoire français, le Gouvernement luxembourgeois s'engage à respecter la réglementation française applicable. Le Gouvernement français, de son côté, s'engage à ce que les services de l'État facilitent la réalisation de ces procédures.

3. Le Gouvernement luxembourgeois se portera acquéreur des terrains d'assiette du projet en territoire français et assurera l'intégralité des coûts liés à cette acquisition.

4. Le Gouvernement luxembourgeois, maître d'ouvrage, garantit le Gouvernement français de toute responsabilité qu'il peut encourir à la suite d'actions qui peuvent être engagées par des tiers en raison des travaux de construction, d'entretien ou d'exploitation réalisés en territoire français.

5. Les réclamations éventuelles des entreprises au titre des travaux de construction, d'exploitation ou d'entretien réalisés en territoire français sont instruites par le Gouvernement luxembourgeois qui prend en charge le règlement des indemnités qui peuvent en découler.

6. Les services compétents des deux Parties disposent, dans les parties du projet relevant de leur souveraineté, de la compétence en matière de police administrative et judiciaire, ainsi que le jugement des infractions qui viendraient à y être commises.

Pour les besoins de l'exercice de leur compétence par les autorités françaises, les autorités luxembourgeoises assurent à ces dernières le passage sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg y compris dans la partie du projet relevant de leur souveraineté et réciproquement.

En attendant l'arrivée des autorités françaises, et dans les situations d'urgence, les autorités luxembourgeoises peuvent prendre les mesures conservatoires qui s'imposent. Compte tenu de la configuration particulière du projet, une convention pourra, si nécessaire, être élaborée aux fins d'établir les mécanismes de coopération entre les services compétents.

### *Article 4. Construction du « P+R »*

1. La construction du parking de dissuasion, dit « P+R », sera placée sous la responsabilité du Gouvernement luxembourgeois qui en assurera la maîtrise d'ouvrage. Il assumera l'intégralité des coûts financiers liés à cette opération tant pour la construction que pour l'exploitation et l'entretien. Tous les dommages susceptibles d'être causés sur ces trois volets seront de sa responsabilité.

2. Le Gouvernement luxembourgeois s'engage à respecter la réglementation française applicable. Le Gouvernement français, de son côté, s'engage à ce que les services de l'État facilitent la réalisation de ces procédures.

3. Le Gouvernement luxembourgeois se portera acquéreur des terrains d'assiette du projet en territoire français et assurera l'intégralité des coûts liés à cette acquisition.

4. Le Gouvernement luxembourgeois, maître d'ouvrage, garantit le Gouvernement français de toute responsabilité qu'il peut encourir à la suite d'actions qui peuvent être engagées par des tiers en raison des travaux de construction, d'entretien ou d'exploitation réalisés en territoire français.

5. Les réclamations éventuelles des entreprises au titre des travaux de construction, d'exploitation ou d'entretien réalisés en territoire français sont instruites par le Gouvernement luxembourgeois qui prend en charge le règlement des indemnités qui peuvent en découler.

#### *Article 5. Construction d'un giratoire et de ses branches d'accès*

1. Le Gouvernement luxembourgeois, maître d'ouvrage de l'opération de construction du giratoire et de ses branches d'accès dont les principales fonctions sont énumérées à l'article 2, réalisera, exploitera et entretiendra cette voirie, y compris sur le territoire français. Il assumera l'intégralité des coûts financiers liés à cette opération tant pour la construction que pour l'exploitation et l'entretien. Tous les dommages susceptibles d'être causés sur ces trois volets seront de sa responsabilité.

En ce qui concerne plus spécifiquement les branches correspondant aux fonctions de liaison Belval-Ouest accès sud et de liaison au parc d'activités, les questions relatives à l'acquisition des emprises, à la construction, à l'entretien et à l'exploitation pourraient être revues ultérieurement avec l'accord des deux Parties.

2. Pour ce qui est de la partie de l'opération située sur le territoire français, le Gouvernement luxembourgeois s'engage à respecter la réglementation française applicable. Le Gouvernement français, de son côté, s'engage à ce que les services de l'État facilitent la réalisation de ces procédures.

3. Le Gouvernement luxembourgeois se portera acquéreur des terrains d'assiette du projet en territoire français et assurera l'intégralité des coûts liés à cette acquisition.

4. Le Gouvernement luxembourgeois, maître d'ouvrage, garantit le Gouvernement français de toute responsabilité qu'il peut encourir à la suite d'actions qui peuvent être engagées par des tiers en raison des travaux de construction, d'entretien ou d'exploitation réalisés en territoire français.

5. Les réclamations éventuelles des entreprises au titre des travaux de construction, d'exploitation ou d'entretien réalisés en territoire français sont instruites par le Gouvernement luxembourgeois qui prend en charge le règlement des indemnités qui peuvent en découler.

6. La partie des infrastructures qui a vocation à passer en territoire luxembourgeois suivant la démarche d'échange de territoire visée à l'article 1, ne sera mise en service qu'après la ratification d'un Traité de modification des frontières.

7. Sur les parties de la voie relevant de leur souveraineté, les services compétents des deux Parties disposent chacun de la compétence en matière de police administrative et judiciaire.

8. Le Gouvernement luxembourgeois se coordonnera avec les maîtres d'ouvrage de la liaison avec l'A 30 française pour réaliser les travaux prévus au présent article dans un délai compatible avec la période de validité de la déclaration d'utilité publique.

#### *Article 6. Réalisation des travaux*

Les travaux concernant les projets situés sur le territoire français, mentionnés à l'article 2, seront réalisés au regard de la réglementation applicable.

Le Gouvernement luxembourgeois, maître d'ouvrage des opérations, assure la responsabilité de la conception des infrastructures visées à l'article 2 dans un objectif de sécurité de la circulation.

Le Gouvernement français autorise le démarrage des travaux situés sur le territoire français dès la mise en compatibilité des projets avec les documents d'urbanisme de la commune de Russange et notamment le plan local d'urbanisme dont la révision est de la compétence du Maire.

#### *Article 7. Information*

Le Gouvernement français et le Gouvernement luxembourgeois se tiendront régulièrement informés de l'avancement des travaux.

#### *Article 8. Différends*

Les différends portant sur l'interprétation ou l'application de la présente Convention tendront à être réglés dans l'esprit de coopération et de concertation qui a prévalu à l'élaboration du présent document par les Parties. À défaut d'accord, il pourra être recouru à la voie diplomatique.

#### *Article 9. Entrée en vigueur*

Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur de la présente Convention qui prendra effet le premier jour du mois suivant le jour de la réception de la seconde notification.

En foi de quoi les soussignés, dûment habilités à cet effet par leur Gouvernement respectif, ont signé la présente Convention.

Fait à Esch-Belval et à Metz, le 6 mai 2004, en deux exemplaires originaux, en langue française.

Pour le Gouvernement de la République française :  
Le Secrétaire d'État chargé à l'aménagement du Territoire,  
FRÉDÉRIC DE SAINT-SERNIN

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg :  
Le Ministre de l'Économie,  
HENRI GRETHEN

ANNEXE À LA CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG RELATIVE À LA RÉALISATION D'INFRASTRUCTURES LIÉES AU SITE DE BEVAL-OUEST

Contenu du dossier :<sup>1</sup>

Planche 1 : Explications des Ouvrages

Planche 2 : Frontière envisagée

Planche 3 : Échange de territoire

---

<sup>1</sup> Voir hors texte dans une pochette à la fin du présent volume.

[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG ON THE BUILDING OF INFRASTRUCTURE RELATED TO THE BELVAL-WEST SITE

The Government of the French Republic, on the one hand, and the Government of the Grand Duchy of Luxembourg, on the other, hereinafter referred to as the Parties,

Having regard to the Framework Convention instituting cooperation for transboundary development relating to the Esch-Belval project between the Government of the French Republic and the Government of the Grand Duchy of Luxembourg, dated 6 May 2004,

Have agreed as follows:

*Article 1. Purpose*

1. Within the framework of the aforementioned Framework Convention signed on 6 May 2004 by the Government of the French Republic and the Government of the Grand Duchy of Luxembourg, in respect of that Convention's Title II, the purpose of this Agreement is to specify the building and financing procedures for the transboundary infrastructure projects performed on the French side of the Alzette river basin in connection with the Esch-Belval project.

2. In light of their projects on the sites concerned, the Parties are conscious of the importance of limiting the land they acquire to the needs of the project (cf. Annex). Consequently, they agree to begin in due course an exchange of territory, square meter by square meter, using their own internal procedures.

*Article 2. Description of the works*

The following operations shall be performed between Russange and Esch-sur-Alzette:

- Rerouting of the CR 168 pertaining to Luxembourg partly onto French territory in connection with construction of the new Belval-Usines railway station;
- Construction of a park-and-ride facility and its annexes, hereinafter referred to as "P+R", on the commons [le ban] of the Village of Russange;
- Construction of a road for traffic to and from Belval from the A 30 on French territory and the A 4 on the Luxembourg side as well as from the built-up areas of the Alzette basin, whereby this Agreement addresses in particular the construction of a roundabout and its branch roads to perform above all the following functions (cf. Annex):

Connection to CR 168

Connection to P+R

Connection to Belval-West, southern access



Connection to the French business park

Connection to the feeder tunnel of the A4 on the Luxembourg side.

The functional uses of a more direct connection to the A30 on the French side and a Belval-Oberkorn by-pass shall be examined in a second phase.

*Article 3. Rerouting of CR 168*

1. The Government of Luxembourg, which is the contracting authority for the rerouting of CR 168, shall construct, operate and maintain this network, including the sections in French territory. It shall also defray all the financial costs related to this operation, for construction, operation and maintenance. It shall also be liable for any damages that may arise in these three components.

2. With respect to the part of the operation located in French territory, the Government of Luxembourg shall undertake to abide by applicable French regulations. For its part, the French Government shall undertake to ensure that government departments facilitate the carrying out of those procedures.

3. The Government of Luxembourg shall purchase the land for the project in French territory and shall defray all costs associated with that purchase.

4. The Government of Luxembourg, as the contracting authority, shall guarantee the French Government against any liability it may incur as a result of actions that may be taken by third parties in connection with construction, operation, or maintenance works carried out on French soil.

5. Any claims by enterprises in connection with construction, operation or maintenance works carried out on French soil shall be investigated by the Government of Luxembourg, which shall undertake to pay any compensation that may result therefrom.

6. The competent authorities of the two Parties shall have jurisdiction with respect to administrative and investigative police matters in those segments of the project under their sovereign control and with respect to judgment of any offences committed there.

To enable the French authorities to exercise their jurisdiction, the Luxembourg authorities shall grant them right of passage in the territory of the Grand Duchy of Luxembourg, including the part of the project in which the Luxembourg authorities exercise sovereign powers, and vice-versa.

Pending the arrival of the French authorities, and in emergencies, the Luxembourg authorities may take any necessary precautionary measures. In light of the particular nature of the project, an agreement may, if necessary, be drawn up to establish the mechanisms for cooperation between the competent departments.

*Article 4. Construction of the "P+R"*

1. Construction of the park-and-ride facility shall be the responsibility of the Government of Luxembourg, which shall act as the contracting authority. It shall defray all the financial costs related to this operation, for construction, operation and maintenance. It shall be liable for any damages that may arise in these three components.

2. The Government of Luxembourg shall undertake to abide by applicable French regulations. For its part, the French Government shall undertake to ensure that government departments facilitate the carrying out of those procedures.

3. The Government of Luxembourg shall purchase the land for the project in French territory and shall defray all costs associated with that purchase.

4. The Government of Luxembourg, as the contracting authority, shall guarantee the French Government against any liability it may incur as a result of actions that may be taken by third parties in connection with construction, operation, or maintenance works carried out on French soil.

5. Any claims by enterprises in connection with construction, operation or maintenance works carried out on French soil shall be investigated by the Government of Luxembourg, which shall undertake to pay any compensation that may result therefrom.

*Article 5. Construction of a roundabout and its access roads*

1. The Government of Luxembourg, the contracting authority for construction of the roundabout and its access roads, the main functions of which are listed in Article 2, shall build, operate and maintain this network, including the sections in French territory. It shall also defray all the financial costs related to this operation, for construction, operation and maintenance. It shall also be liable for any damages that may arise in these three components.

With respect, more specifically, to the branch roads connecting to Belval-West southern access and to the business park, questions relating to the purchase of land, construction, maintenance and operation may be reviewed subsequently by agreement between the two Parties.

2. With respect to the part of the operation located in French territory, the Government of Luxembourg shall undertake to abide by applicable French regulations. For its part, the French Government shall undertake to ensure that government departments facilitate the carrying out of those procedures.

3. The Government of Luxembourg shall purchase the land for the project in French territory and shall defray all costs associated with that purchase.

4. The Government of Luxembourg, as the contracting authority, shall guarantee the French Government against any liability it may incur as a result of actions that may be taken by third parties in connection with construction, operation, or maintenance works carried out on French soil.

5. Any claims by enterprises in connection with construction, operation or maintenance works carried out on French soil shall be investigated by the Government of Luxembourg, which shall undertake to pay any compensation that may result therefrom.

6. The section of infrastructure which is intended to enter Luxembourg territory under the exchange of territory procedure referred to in Article 1 shall only be used after ratification of a border modification treaty.

7. The competent authorities of the two Parties shall each have jurisdiction with respect to administrative and investigative police matters in those segments of the project under their sovereign control.

8. The Government of Luxembourg shall coordinate with the contracting authorities of the connection to the A30 on the French side in order to carry out the works referred to in this article within a period of time compatible with that of the declaration of public utility.

*Article 6. Execution of the works*

The works related to the projects located on French soil, referred to in Article 2, shall be carried out in accordance with applicable regulations.

The Government of Luxembourg, as the contracting authority, shall assume responsibility for the design of the infrastructure referred to in Article 2 in accordance with traffic safety criteria.

The French Government shall authorize the start of works located on French soil as soon as the projects have been made compatible with the town planning documents of the Village of Russange, especially the local urban planning program, the review of which falls within the sphere of competence of the Mayor.

*Article 7. Information*

The French Government and the Government of Luxembourg shall keep each other regularly informed regarding progress with the works.

*Article 8. Disputes*

Every effort shall be made to settle any disputes regarding the interpretation or application of this Agreement in the spirit of cooperation and consultation that prevailed in the preparation of this Agreement by the Parties. If no agreement is reached, recourse may be had to diplomatic channels.

*Article 9. Entry into force*

Each of the Parties shall notify the other that the requisite internal conditions have been met for this Agreement to enter into force. It shall enter into force on the first day of the month following receipt of the second notification.

In witness whereof, the duly authorized representatives of their respective Governments have signed this Agreement.

Done at Esch-Belval and at Metz on 6 May 2004, in duplicate in the French language.

For the Government of the French Republic:  
FRÉDÉRIC DE SAINT-SERNIN  
Secretary of State for Town and Country Planning

For the Government of the Grand Duchy of Luxembourg:  
HENRI GRETHEN  
Minister of the Economy

ANNEX TO THE AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE  
FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE GRAND DUCHY OF  
LUXEMBOURG ON THE BUILDING OF INFRASTRUCTURE RELATED TO  
THE BELVAL-WEST SITE

Content of the file:<sup>1</sup>

Plate 1: Explanation of the works

Plate 2: Planned border

Plate 3: Exchange of territory

---

<sup>1</sup> See insert in a pocket at the end of the volume

